



global witness

La société minière ENRC doit répondre ouvertement aux préoccupations relatives à la corruption au Congo

(Traduction d'un communiqué publié en anglais le 11 juin 2012)

Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC), l'un des plus importants groupes miniers cotés à la bourse de Londres, se doit de répondre publiquement aux préoccupations relatives à des risques de corruption dans le contexte de son acquisition rapide d'actifs miniers en République démocratique du Congo, a déclaré Global Witness dans un mémo adressé aux actionnaires d'ENRC.

De septembre 2009 à juillet 2011, ENRC a acheté au Congo des mines de cuivre et de cobalt d'une valeur de plus de deux milliards de dollars. Tous ces marchés ont apparemment été conclus de connivence avec un homme d'affaires controversé, Dan Gertler, ami du Président congolais Joseph Kabila.

Au titre de ces transactions, ENRC a versé d'importantes sommes à des sociétés-écrans *offshore* associées à M. Gertler. Ces sociétés *offshore* ont secrètement acheté des actifs miniers de premier ordre à des prix situés à un niveau largement inférieur aux estimations commerciales de leur valeur, et elles les ont rapidement revendus à ENRC ; dans un des cas, elles ont même cédé à ENRC une mine pour une somme représentant le quintuple du prix versé à l'origine. Global Witness est préoccupée par le fait que des fonctionnaires congolais corrompus pourraient faire partie des bénéficiaires de ces marchés.

« La nature de ces transactions soulève de sérieuses interrogations sur la possibilité que des fonctionnaires congolais corrompus bénéficient de la richesse minérale considérable du Congo aux dépens de la population congolaise », a déclaré Daniel Balint-Kurti, responsable de la campagne sur la République démocratique du Congo à Global Witness. « En bradant secrètement ses actifs à des sociétés *offshore*, l'État congolais se prive de milliards de dollars de revenus. Les enjeux étant tellement importants dans un pays qui compte parmi les plus pauvres au monde, il est impératif qu'ENRC agisse comme il se doit et fasse toute la lumière sur ses transactions. »

Mi-mai, Global Witness a adressé à ENRC et au cabinet d'avocats Dechert, l'auditeur anti-corruption de la société, une liste de questions détaillées sur les transactions qu'ENRC a conclues avec M. Gertler. Il est primordial qu'ENRC fournisse des réponses exhaustives à ces questions et qu'elle les publie si elle souhaite clore la controverse autour de ses activités au Congo. Le président d'ENRC, Mehmet Dalman, a affirmé qu'il estime qu'il aura examiné les résultats d'un audit externe sur des allégations de corruption d'ici la fin du mois de juin.¹ Dans une déclaration envoyée à Global Witness au moment de la mise sous presse, ENRC a commenté : « ENRC applique une politique de tolérance zéro envers les pots-de-vin et la corruption, qui s'étend à l'ensemble de nos

¹ Après la publication de la version anglaise de ce communiqué, M. Dalman a dit qu'il pensait que la partie africaine de l'audit ne serait complétée qu'après la mi-juillet. Selon lui, la partie de l'audit relative au Kazakhstan devrait être complétée à la fin du mois de juin ou à la mi-juillet : (Wall Street Journal Blog, Corruption Currents: *ENRC Chairman Pledges Transparency Amid Internal Probe*, 13 June 2012, <http://blogs.wsj.com/corruption-currents/2012/06/13/enrc-chairman-pledges-transparency-amid-internal-probe/>).

transactions commerciales, sur la totalité de nos opérations. Le Conseil d'administration a travaillé d'arrache-pied pour s'assurer de l'adoption de ses politiques et du respect des procédures, les conséquences étant lourdes en cas d'atteinte à ces politiques et procédures, quelle qu'elle soit. »

Global Witness a également soumis des questions à M. Gertler sur ses relations d'affaires avec ENRC. Bien que M. Gertler n'ait pas répondu à cette liste de questions, son porte-parole, peu avant la parution des présentes, a publié une déclaration mettant en cause les motivations de Global Witness et affirmant que nous sommes financés par les concurrents de M. Gertler. On peut également lire dans cette déclaration que Global Witness aurait rejeté la proposition qui lui avait été faite de soumettre les bénéficiaires de sociétés du Groupe Fleurette, la société holding de M. Gertler, à un audit indépendant. Ces affirmations sont fausses. Global Witness serait ravie de discuter de la proposition d'audit, et elle l'a d'ailleurs fait savoir au Groupe Fleurette à plusieurs reprises.

Le dernier document d'information de Global Witness relatif à ses inquiétudes concernant des risques de corruption liés à M. Gertler paraît un mois après que l'ONG ait demandé à une autre société cotée au FTSE 100, Glencore, d'expliquer sa relation avec cet homme d'affaires. Glencore et ENRC détiennent toutes les deux plusieurs milliards de dollars d'intérêts miniers au Congo, et leurs actifs sont étroitement liés aux intérêts de M. Gertler.

« Les actionnaires d'ENRC devraient se pencher de près sur les risques de corruption de leur société au Congo », a ajouté Daniel Balint-Kurti. « ENRC devrait cesser de faire des affaires avec des entités offshore dont les bénéficiaires ne sont pas reconnus publiquement et qui font courir d'importants risques de corruption. Au moment où les actionnaires se réunissent à l'occasion de l'assemblée générale d'ENRC, ils devraient exiger de la société qu'elle prenne des mesures convaincantes à l'encontre de la corruption et qu'elle cesse d'opérer d'une manière si secrète. »

ENRC a défendu son bilan en matière de corruption au Congo. De la même façon, M. Gertler et Glencore ont nié toute implication dans la corruption au Congo, tout en contestant les faits présentés par Global Witness. Ces différents points sont présentés de manière plus détaillée dans les documents d'information de Global Witness.

/Fin

Contact :

Daniel Balint-Kurti, +44 (0) 207 492 5872 et +44 (0) 7912 517 146 ; dbalint-kurti@globalwitness.org

Notes à l'attention des équipes de rédaction :

1. Télécharger la série de questions et réponses sur les liens entre ENRC et le scandale des « ventes secrètes ».
2. Télécharger le mémo adressé par Global Witness aux actionnaires de Glencore le 9 mai.
3. Pour tout renseignement complémentaire (disponible uniquement en anglais) sur l'enquête menée par Global Witness sur le scandale des « ventes secrètes », y compris pour prendre connaissance des autres listes de questions adressées à M. Gertler et à Glencore, ainsi que des réponses qui y ont été reçues, veuillez consulter www.globalwitness.org/secretsales.
4. Pour connaître la position d'ENRC sur la question de la corruption, veuillez consulter son Code de conduite (en anglais) à l'adresse <http://www.enrc.com/en-GB/Media1/Code-of-Conduct/>.

5. Pour prendre connaissance des évaluations récentes de certains des actifs les plus précieux d'ENRC au Congo, veuillez consulter le document d'information publié par Renaissance Capital (en anglais) à l'adresse <http://www.centralasia.rencap.com/download.asp?id=13951>.